

Institution	Grade et qualification du grade de la formation orientation diplômante	Titre supplémentaire
Universiteit Antwerpen	Master in de farmaceutische zorg	apotheker
	Master in de geneesmiddelenontwikkeling – afstudeerrichting ‘apotheker’	apotheker
Universiteit Gent	Master in de farmaceutische zorg	apotheker
	Master in de geneesmiddelenontwikkeling	apotheker
Vrije Universiteit Brussel	Master in de farmaceutische zorg	apotheker
	Master in de geneesmiddelenontwikkeling	apotheker

Vu pour être joint à l'arrêté du Gouvernement flamand du 3 avril 2015 établissant la liste des formations de bachelor et de master et des orientations diplômantes au sein d'une formation de master comportant un titre supplémentaire.

Bruxelles, le 3 avril 2015.

Le Ministre président du Gouvernement flamand,

G. BOURGEOIS

La Ministre flamande de l'Enseignement,

H. CREVITS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202211]

2 AVRIL 2015. — Arrêté ministériel relatif au diagnostic approfondi des installations de chauffage central

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Énergie,

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique, l'article 1^{er}, 4^o et 5^o, modifié par le décret du 27 octobre 2011;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, remplacé par l'arrêté du 15 mai 2014, § 2, alinéa 3, et § 4, 1^o, l'article 29, § 2, alinéa 2, modifié par l'arrêté du 15 mai 2014 et l'article 49, § 1^{er}, modifié par l'arrêté du 15 mai 2014;

Vu l'avis 56.768/4 du Conseil d'Etat, donné le 26 novembre 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 12, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 tendant à prévenir la pollution atmosphérique provoquée par les installations de chauffage central destinées au chauffage de bâtiments ou à la production d'eau chaude sanitaire et à réduire leur consommation énergétique, ci-après dénommé l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009, la méthode de réalisation du diagnostic approfondi est basée :

1^o pour les diagnostics approfondis de type I, sur l'utilisation de l'outil « Règle de calcul pour la détermination du rendement des chaudières ($\leq 100\text{kW}$) »;

2^o pour les diagnostics approfondis de type II, sur l'utilisation du logiciel « Audit-H100 ».

Art. 2. § 1^{er}. Le rapport de diagnostic approfondi de type I contient au minimum les éléments suivants :

1^o l'adresse du bâtiment et du propriétaire;

2^o les coordonnées du technicien agréé en diagnostic approfondi et la date du diagnostic;

3^o le type d'installation de chauffage;

4^o les spécifications relatives à la chaudière et au brûleur;

5^o le type de combustible et les données relatives aux consommations observées;

6^o l'évaluation du rendement de la chaudière et de son surdimensionnement;

7^o l'avis circonstancié du technicien agréé en diagnostic approfondi quant au remplacement de la chaudière ou autres modifications du système de chauffage;

8^o le cas échéant, les solutions alternatives permettant de réaliser une économie d'énergie significative.

L'AWAC met à disposition le modèle de rapport de diagnostic approfondi de type I.

§ 2 Le rapport de diagnostic approfondi de type II contient au minimum les éléments suivants :

1^o l'adresse du bâtiment et du propriétaire;

2^o les coordonnées du technicien agréé en diagnostic approfondi et la date du diagnostic;

3^o les données spécifiques au bâtiment chauffé;

4^o le type d'installation de chauffage;

5^o les spécifications relatives à toutes les chaudières et aux brûleurs;

6^o le type de combustible et les données relatives aux consommations observées;

7^o l'évaluation du rendement de production du système de chauffage et de son surdimensionnement;

8^o l'avis circonstancié du technicien agréé en diagnostic approfondi quant au remplacement de la ou des chaudières du système de chauffage ou autres modifications du système de chauffage;

9^o le cas échéant, les solutions alternatives permettant de réaliser une économie d'énergie significative;

10^o des informations complémentaires pour la certification en Région wallonne.

Le logiciel mis à la disposition des techniciens agréés, conformément à l'article 1^{er}, 2^o, génère le rapport de diagnostic de type II.

Art. 3. Le certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi de type I sanctionne la réussite d'un examen comprenant une épreuve écrite et une épreuve orale avec la réalisation d'un diagnostic approfondi complet de type I. Une note supérieure ou égale à dix sur vingt dans chacune des épreuves écrite et orale et une note globale supérieure ou égale à douze sur vingt conditionnent la réussite de l'examen.

Le candidat qui échoue à une épreuve suit une nouvelle formation complète et subit les deux épreuves.

La formation en diagnostic approfondi de type I contient les modules suivants :

1^o le cadre réglementaire en vigueur en matière de contrôle périodique et de diagnostic approfondi des installations de chauffage en Région wallonne;

2^o des rappels concernant les différents rendements des chaudières;

3^o la réalisation du diagnostic approfondi de type I avec l'outil de calcul visé à l'article 1^{er}, 1^o, et la mise en évidence du surdimensionnement;

4^o la rédaction correcte du rapport de diagnostic approfondi de type I;

5^o les conseils sur les mesures d'amélioration de la chaudière et du système de chauffage choisis, de façon pertinente selon des listes standardisées;

6^o un volet relatif aux tâches du technicien agréé en diagnostic approfondi vis-à-vis du propriétaire en ce qui concerne les informations et explications pertinentes complémentaires et les mesures d'aide de l'autorité ou de tiers en vue de l'amélioration ou du remplacement d'installations de chauffage central peu performantes à transmettre au propriétaire.

La formation en diagnostic approfondi de type I dure minimum huit heures.

L'Administration met à disposition les supports de formation.

Art. 4. Le certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi de type II sanctionne la réussite d'un examen comprenant une épreuve écrite et une épreuve orale, avec obligatoirement, la réalisation d'un diagnostic approfondi complet de type II. Une note supérieure ou égale à dix sur vingt dans chacune des épreuves écrite et orale et une note globale supérieure ou égale à douze sur vingt conditionnent la réussite de l'examen. Le candidat qui échoue à une épreuve suit une nouvelle formation complète et subit les deux épreuves.

La formation en diagnostic approfondi de type II contient les modules suivants :

1^o le cadre réglementaire en vigueur en matière de contrôle périodique et de diagnostic approfondi des installations de chauffage en Région wallonne;

2^o le fonctionnement du logiciel AUDIT H-100 : installation, fonctionnalités;

3^o les données nécessaires pour la réalisation d'un diagnostic approfondi de type II;

4^o la réalisation du diagnostic approfondi de type II avec le logiciel et la mise en évidence du surdimensionnement et le traitement des cas particuliers;

5^o la création du rapport de diagnostic approfondi de type II avec le supplément relatif aux questions complémentaires pour la certification en Région wallonne;

6^o les tâches du technicien agréé en diagnostic approfondi en ce qui concerne les informations et explications pertinentes complémentaires en ce compris celles relatives aux mesures d'aide de l'autorité ou de tiers en vue de l'amélioration ou du remplacement d'installations de chauffage central peu performantes, à transmettre au propriétaire.

La formation en diagnostic approfondi de type II dure minimum vingt-quatre heures.

L'Administration met à disposition les supports de formation.

Art. 5. Un candidat disposant d'un certificat d'aptitude valide en tant que technicien agréé en combustibles liquides ou gazeux conformément aux articles 14 et 15 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 novembre 2010 établissant le règlement flamand en matière d'agréments relatifs à l'environnement (VLAREL) ou disposant d'un certificat d'aptitude en tant que chauffagiste agréé conformément à l'article 37, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2010 relatif aux exigences PEB applicables aux systèmes de chauffage pour le bâtiment lors de leur installation et pendant leur exploitation, obtient, sur demande auprès de l'AWAC, la reconnaissance de son certificat comme équivalent au certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi de type I.

Un candidat disposant d'un certificat d'aptitude valide en tant que technicien agréé en audit de chauffage conformément à l'article 16 l'arrêté du Gouvernement flamand du 19 novembre 2010 établissant le règlement flamand en matière d'agréments relatifs à l'environnement (VLAREL) ou disposant d'un certificat d'aptitude en tant que conseiller chauffage PEB conformément à l'article 37, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juin 2010 relatif aux exigences PEB applicables aux systèmes de chauffage pour le bâtiment lors de leur installation et pendant leur exploitation, obtient, sur demande auprès de l'AWAC, la reconnaissance de son certificat comme équivalent au certificat d'aptitude en matière de diagnostic approfondi de type II.

Art. 6. Tous les cinq ans à dater de la délivrance du certificat d'aptitude visé à l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009, en vue du renouvellement de son certificat, le technicien agréé en diagnostic approfondi suit une formation avec examen y afférent, portant sur les matières visées aux articles 3 ou 4.

La durée de la formation est de quatre heures pour le certificat d'aptitude en diagnostic approfondi de type I.

La durée de la formation est de huit heures pour le certificat d'aptitude en diagnostic approfondi de type II.

Art. 7. Le centre de certification reconnu conformément à l'article 30 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 dispense la formation visée à l'article 6.

Les articles 37 à 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2009 sont applicables *mutatis mutandis*, à la formation visée à l'article 6.

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} mai 2015.

Namur, le 2 avril 2015.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202211]

2. APRIL 2015 — Ministerialerlass über die eingehende Diagnose der Zentralheizungsanlagen

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung, Artikel 1 Ziffern 4 und 5, in seiner durch das Dekret vom 27. Oktober 2011 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, Artikel 12 § 1 Absatz 1, ersetzt durch den Erlass vom 15. Mai 2014, § 2 Absatz 3 und § 4 Ziffer 1, Artikel 29 § 2 Absatz 2, abgeändert durch den Erlass vom 15. Mai 2014 und Artikel 49 § 1, abgeändert durch den Erlass vom 15. Mai 2014;

Aufgrund des am 26. November 2014 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 1 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 56.768/4,

Beschließt:

Artikel 1 - In Anwendung von Artikel 12 § 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 zur Verhütung der Luftverunreinigung, die durch Zentralheizungsanlagen zur Beheizung von Gebäuden oder zur Brauchwasserbereitung verursacht wird, und zur Reduzierung des Energieverbrauchs dieser Anlagen, nachstehend als Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2009 bezeichnet, beruht die Methode zur Durchführung der eingehenden Diagnose auf:

1° der Benutzung des Werkzeugs "Berechnungsregel für die Ermittlung des Wirkungsgrads der Kessel ($\leq 100\text{kW}$)" für die eingehenden Diagnosen des Typs I;

2° der Benutzung der Software "Audit-H100" für die eingehenden Diagnosen des Typs II.

Art. 2 - § 1. Der Bericht über die eingehende Diagnose des Typs I umfasst mindestens folgende Angaben:

1° die Anschrift des Gebäudes und des Eigentümers;

2° die Kontaktdaten des für eingehende Diagnosen zugelassenen Technikers und das Datum der Diagnose;

3° die Art der Heizungsanlage;

4° die Kenndaten des Heizkessels und des Brenners;

5° die Art des Brennstoffs und die beobachteten Verbrauchsdaten;

6° die Prüfung des Wirkungsgrads des Heizkessels und seiner Überdimensionierung;

7° das ausführliche Gutachten des für eingehende Diagnosen zugelassenen Technikers betreffend den Ersatz des Heizkessels und sonstige Änderungen am Heizsystem;

8° ggf. alternative Lösungen, durch die eine bedeutende Energieeinsparung ermöglicht wird.

Die AWAC stellt einen Musterbericht über die eingehende Diagnose des Typs I zur Verfügung.

§ 2. Der Bericht über die eingehende Diagnose des Typs II umfasst mindestens folgende Angaben:

1° die Anschrift des Gebäudes und des Eigentümers;

2° die Kontaktdaten des für eingehende Diagnosen zugelassenen Technikers und das Datum der Diagnose;

3° die spezifischen Daten des beheizten Gebäudes;

4° die Art der Heizungsanlage;

5° die Kenndaten aller Heizkessel und Brenner;

6° die Art des Brennstoffs und die beobachteten Verbrauchsdaten;

7° die Prüfung des Wirkungsgrads des Heizsystems und seiner Überdimensionierung;

8° das ausführliche Gutachten des für eingehende Diagnosen zugelassenen Technikers betreffend den Ersatz des Heizkessels und sonstige Änderungen am Heizsystem;

9° ggf. alternative Lösungen, durch die eine bedeutende Energieeinsparung ermöglicht wird;

10° ergänzende Informationen für die Zertifizierung in der Wallonischen Region.

Die gemäß Artikel 1 Ziffer 2 den zugelassenen Technikern zur Verfügung gestellte Software ermöglicht die Erstellung des Diagnoseberichts des Typs II.

Art. 3 - Der Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen des Typs I bestätigt den erfolgreichen Abschluss einer aus einem schriftlichen und einem mündlichen Teil bestehenden Prüfung, die die Durchführung einer vollständigen eingehenden Diagnose des Typs I umfasst. Diese Prüfung gilt als erfolgreich abgeschlossen, wenn sowohl bei dem schriftlichen als dem mündlichen Teil mindestens zehn von zwanzig Punkten und insgesamt mindestens zwölf von zwanzig Punkten erreicht werden.

Der Bewerber, der eine Prüfung nicht besteht, nimmt an einer neuen vollständigen Ausbildung teil und legt die beiden Prüfungsteile ab.

Die Ausbildung für eingehende Diagnosen des Typs I umfasst folgende Module:

1° die geltenden gesetzlichen Rahmenbedingungen betreffend die regelmäßige Kontrolle und die eingehende Diagnose der Heizungsanlagen in der Wallonischen Region;

2° Wiederholungen betreffend die verschiedenen Wirkungsgrade der Heizkessel;

3° die Durchführung der eingehenden Diagnose des Typs I mittels des in Artikel 1 Ziffer 1 genannten Berechnungswerkzeugs, und die Hervorhebung der Überdimensionierung;

4° die korrekte Abfassung des Berichts über die eingehende Diagnose des Typs I;

5° Empfehlungen zur zweckmäßigen Verbesserung des ausgewählten Heizkessels und Heizsystems unter Bezugnahme auf standardisierte Listen;

6° einen Abschnitt über die Aufgaben des für eingehende Diagnosen zugelassenen Technikers in Bezug auf den Eigentümer, was die diesem Eigentümer zu übermittelnden ergänzenden Informationen und relevanten Erläuterungen sowie die Beihilfemaßnahmen durch die Behörde oder durch Drittpersonen zwecks der Verbesserung oder des Ersatzes der weniger effizienten Zentralheizungsanlagen anbetrifft.

Die Ausbildung für eingehende Diagnosen des Typs I hat eine Mindestdauer von acht Stunden.

Die Verwaltung stellt die Lehrmittel zur Verfügung.

Art. 4 - Der Befähigungsnachweis für eingehende Diagnosen des Typs II bestätigt den erfolgreichen Abschluss einer aus einem schriftlichen und einem mündlichen Teil bestehenden Prüfung, die notwendigerweise die Durchführung einer vollständigen eingehenden Diagnose des Typs II umfasst. Diese Prüfung gilt als erfolgreich

afgeschlossen, wenn zowel bij de schriftelijke als de mondelinge deel minstens tien van twintig punten en in totaal minstens twaalf van twintig punten bereikt worden. De kandidaat, die een toets niet slaagt, neemt aan een nieuwe volledige opleiding deel en legt de beide toetsdelen af.

De opleiding voor ingehoudende diagnoses des Typs II omvat de volgende modules:

- 1° de geldende wettelijke raamvoorwaarden betreffende de regelmatige controle en de ingehoudende diagnose der verwarmingsinstallaties in de Waalse regio;
- 2° de werkwijze der software AUDIT H-100: installatie, functionaliteit;
- 3° de gegevens, die voor de uitvoering van een ingehoudende diagnose des Typs II vereist zijn;
- 4° de uitvoering van de ingehoudende diagnose des Typs II met de software en de nadruk op de overdimensionering en de omstandigheden van de gevallen;
- 5° de opstelling van de rapportage over de ingehoudende diagnose des Typs II met de aanvraag betreffende aanvullende vragen voor de certificering in de Waalse regio;
- 6° de taken van de voor ingehoudende diagnoses toegelaten technici, die de de eigenaar te overbrengen aanvullende gegevens en relevante toelichtingen betreffen, inclusief degenen betreffende de steunmaatregelen door de autoriteit of door derden ten behoeve van de verbetering of de vervanging van de minder efficiënte centrale verwarmingsinstallaties.

De opleiding voor ingehoudende diagnoses des Typs II heeft een minimumduur van vierendertig uren.

De overheid stelt de leerstof ter beschikking.

Art. 5 - Aanvraag bij de AWAC ontvangt een kandidaat, die een geldige bekwaamheidsnaamgeving bezit als toegelaten technicus voor vloeibare of gasvormige brandstoffen volgens de artikelen 14 en 15 van de Vlaamse Regering van 19 november 2010 tot vaststelling van de Vlaamse regeling in zaken van milieurelevante toelagen (VLAREL) of als toegelaten verwarmingstechnicus volgens artikel 37 § 1 van de Vlaamse Regering van de regio Brussel-Hoofdstad van 3 juni 2010 over de PEB-eisen, die op de verwarmingssystemen in gebouwen bij hun installatie en tijdens hun gebruik van toepassing zijn, de erkenning van de gelijkwaardigheid van zijn naamgeving met de bekwaamheidsnaamgeving voor ingehoudende diagnoses des Typs I.

Aanvraag bij de AWAC ontvangt een kandidaat, die een geldige bekwaamheidsnaamgeving bezit in het gebied van de verwarmingsaudit volgens artikel 16 van de Vlaamse Regering van 19 november 2010 tot vaststelling van de Vlaamse regeling in zaken van milieurelevante toelagen (VLAREL) of als PEB-verwarmingsadviseur volgens artikel 37 § 2 van de Vlaamse Regering van de regio Brussel-Hoofdstad van 3 juni 2010 over de PEB-eisen, die op de verwarmingssystemen in gebouwen bij hun installatie en tijdens hun gebruik van toepassing zijn, de erkenning van de gelijkwaardigheid van zijn naamgeving met de bekwaamheidsnaamgeving voor ingehoudende diagnoses des Typs II.

Art. 6 - Ten behoeve van de vernieuwing van zijn naamgeving neemt de voor ingehoudende diagnoses toegelaten technicus alle vijf jaren na de toewijzing van de artikel 38 van de Vlaamse Regering van 29 januari 2009 genoemde bekwaamheidsnaamgeving aan een voortbildung deel, die in de artikelen 3 of 4 genoemde leerstof betreft, en door een overeenkomstige toets afgesloten wordt.

De voortbildungsopleiding heeft een duur van vier uren voor de bekwaamheidsnaamgeving voor ingehoudende diagnoses des Typs I.

De voortbildungsopleiding heeft een duur van acht uren voor de bekwaamheidsnaamgeving voor ingehoudende diagnoses des Typs II.

Art. 7 - De in artikel 6 genoemde voortbildung wordt van de volgens artikel 30 van de Vlaamse Regering van 29 januari 2009 erkende certificeringsinstellingen gegeven.

De artikelen 37 tot 40 van de Vlaamse Regering van 29 januari 2009 zijn *mutatis mutandis* op de in artikel 6 genoemde voortbildung van toepassing.

Art. 8 - De voorliggende verordening treedt op 1 mei 2015 in werking.

Namur, den 2 april 2015.

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202211]

2 APRIL 2015. — Ministerieel besluit betreffende de omstandige diagnose van de centrale verwarmingsinstallaties

De Minister van de Plaatselijke Besturen, de Stad, Huisvesting en Energie,

Gelet op de wet van 28 december 1964 betreffende de bestrijding van de luchtverontreiniging, artikel 1, 4° en 5°, gewijzigd bij het decreet van 27 oktober 2011;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan, artikel 12, § 1, eerste lid, vervangen bij het besluit van 15 mei 2014, § 2, derde lid, en § 4, 1°, artikel 29, § 2, tweede lid, gewijzigd bij het besluit van 15 mei 2014, en artikel 49, § 1, gewijzigd bij het besluit van 15 mei 2014;

Gelet op het advies nr. 56.768/4 van de Raad van State, gegeven op 26 november 2014, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Overeenkomstig artikel 12, § 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 tot voorkoming van de luchtverontreiniging door de centrale verwarmingsinstallaties voor de verwarming van gebouwen of de productie van sanitair warm water en tot beperking van het energieverbruik ervan, hierna het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009, wordt de omstandige diagnose uitgevoerd als volgt :

1° voor de omstandige diagnoses van type I, d.m.v. de methode « Règle de calcul pour la détermination du rendement des chaudières (≤100kW) » (Berekeningsregel voor de bepaling van het rendement van de ketels (≤100kW));

2° voor de omstandige diagnoses van type II, d.m.v. van de software « Audit-H100 ».

Art. 2. § 1. Het rapport inzake omstandige diagnose van type I bevat minimum de volgende gegevens :

1° het adres van het gebouw en van de eigenaar;

2° de persoonsgegevens van de technicus erkend inzake omstandige diagnose en de datum van de diagnose;

- 3° het type verwarmingsinstallatie;
- 4° de specificaties betreffende de ketel en de brander;
- 5° het type brandstof en de gegevens betreffende de waargenomen verbruiken;
- 6° de evaluatie van het rendement van de ketel en de overdimensionering ervan;
- 7° het omstandig advies van de technicus erkend inzake omstandige diagnose omtrent de vervanging van de ketel of andere wijzigingen aan het verwarmingssysteem;

8° desgevallend, de alternatieve oplossingen die een belangrijke energiebesparing mogelijk maken.

Het « AWAC » legt het model van rapport inzake omstandige diagnose van type I ter beschikking.

§ 2. Het rapport inzake omstandige diagnose van type II bevat minimum de volgende gegevens :

- 1° het adres van het gebouw en van de eigenaar;
- 2° de persoonsgegevens van de technicus erkend inzake omstandige diagnose en de datum van de diagnose;
- 3° de specifieke gegevens van het verwarmde gebouw;
- 4° het type verwarmingsinstallatie;
- 5° de specificaties betreffende de ketels en de branders;
- 6° het type brandstof en de gegevens betreffende de waargenomen verbruiken;
- 7° de evaluatie van het productierendement van het verwarmingssysteem en van de overdimensionering ervan;
- 8° het omstandig advies van de technicus erkend inzake omstandige diagnose omtrent de vervanging van de ketel(s) van het verwarmingssysteem of andere wijzigingen aan het verwarmingssysteem;
- 9° desgevallend, de alternatieve oplossingen die een belangrijke energiebesparing mogelijk maken;
- 10° bijkomende informatie voor de certificering in het Waalse Gewest.

De software die overeenkomstig artikel 1, 2°, ter beschikking van de erkende technici gesteld wordt, genereert het diagnose rapport van type II.

Art. 3. Het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van type I bekrachtigt de goede afloop van een examen dat bestaat uit een schriftelijke en een mondelinge proef met de uitvoering van een volledige omstandige diagnose van type I. Het examen wordt met goede afloop afgelegd op voorwaarde dat in elk van beide proeven een nota van minstens tien op twintig en een globale nota van minstens twaalf op twintig behaald worden.

De kandidaat die niet slaagt voor een proef, volgt een nieuwe volledige opleiding en legt beide proeven af.

De opleiding inzake omstandige diagnose van type I omvat minimum de volgende modules :

- 1° het reglementair kader van kracht inzake de periodieke controle en de omstandige diagnose van de verwarmingsinstallaties in het Waalse Gewest;
- 2° herinneringen betreffende de verschillende rendementen van de ketels;
- 3° het doorvoeren van de omstandige diagnose van type I aan de hand van de berekeningsmethode bedoeld in artikel 1, 1°, en het aan het licht stellen van de overdimensionering ;
- 4° het correct opstellen van het rapport inzake omstandige diagnose van type I;
- 5° de adviezen over de maatregelen tot verbetering van de gekozen ketel en het gekozen verwarmingssysteem, op relevante wijze naar gelang van de gestandaardiseerde lijsten;
- 6° een luik betreffende de taken van de inzake omstandige diagnose erkende technicus t.o.v. de eigenaar wat betreft de aan de eigenaar te verstrekken aanvullende informatie en relevante uitleg en de hulpmaatregelen van de autoriteit of van derden met het oog op de verbetering of de vervanging van centrale verwarmingsinstallaties met met een laag prestatievermogen.

De opleiding inzake omstandige diagnose van type I duurt minimum acht uren.

De Administratie stelt opleidingsdragers ter beschikking.

Art. 4. Het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van type II bekrachtigt de goede afloop van een examen dat bestaat uit een schriftelijke en een mondelinge proef met de verplichte uitvoering van een volledige omstandige diagnose van type II. Het examen wordt met goede afloop afgelegd op voorwaarde dat in elk van beide proeven een nota van minstens tien op twintig en een globale nota van minstens twaalf op twintig behaald worden. De kandidaat die niet slaagt voor een proef, volgt een nieuwe volledige opleiding en legt beide proeven af.

De opleiding inzake omstandige diagnose van type II omvat minimum de volgende modules :

- 1° het reglementair kader van kracht inzake de periodieke controle en de omstandige diagnose van de verwarmingsinstallaties in het Waalse Gewest;
- 2° de werking van de software AUDIT H-100 : installatie, functionaliteiten;
- 3° de nodige gegevens van de uitvoering van een omstandige diagnose van type II;
- 3° het doorvoeren van de omstandige diagnose van type II d.m.v. van de software en het aan het licht stellen van de overdimensionering en de behandeling van bijzondere gevallen;
- 5° het opstellen van het rapport inzake omstandige diagnose van type II met het bijkomend gedeelte betreffende de aanvullende vragen voor de certificering in het Waalse Gewest;
- 6° de taken van de inzake omstandige diagnose erkende technicus wat betreft de aan de eigenaar te verstrekken aanvullende informatie en relevante uitleg, met inbegrip van die betreffende de hulpmaatregelen van de autoriteit of van derden met het oog op de verbetering of de vervanging van centrale verwarmingsinstallaties met een laag prestatievermogen.

De opleiding inzake omstandige diagnose van type II duurt minimum vierentwintig uren.

De Administratie stelt opleidingsdragers ter beschikking.

Art. 5. Een kandidaat die beschikt over een geldig bekwaamheidscertificaat als technicus erkend inzake vloeibare of gasvormige brandstoffen overeenkomstig de artikelen 14 en 15 van het besluit van de Vlaamse Regering van 19 november 2010 tot vaststelling van het Vlaams reglement inzake erkenningen met betrekking tot het leefmilieu (VLAREL) of over een bekwaamheidscertificaat als verwarmingstechnicus erkend overeenkomstig artikel 37, § 1, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2010 betreffende de voor de verwarmingssystemen van gebouwen geldende EPB-eisen bij hun installatie en tijdens hun uitbatingperiode, verkrijgt, op verzoek bij het « AWAC », de erkenning van zijn certificaat als zijnde gelijkwaardig aan het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van type I.

Een kandidaat die beschikt over een geldig bekwaamheidscertificaat als technicus erkend inzake verwarmingsaudit overeenkomstig artikel 16 van het besluit van de Vlaamse Regering van 19 november 2010 tot vaststelling van het Vlaams reglement inzake erkenningen met betrekking tot het leefmilieu (VLAREL) of over een bekwaamheidscertificaat als EPB-verwarmingsadviseur overeenkomstig artikel 37, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 3 juni 2010 betreffende de voor de verwarmingssystemen van gebouwen geldende EPB-eisen bij hun installatie en tijdens hun uitbatingperiode, verkrijgt, op verzoek bij het « AWAC », de erkenning van zijn certificaat als zijnde gelijkwaardig aan het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van type II.

Art. 6. Om de vijf jaar, met ingang op de datum van afgifte van het bekwaamheidscertificaat bedoeld in artikel 38 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009, volgt de inzake omstandige diagnose erkende technicus met het oog op de hernieuwing van zijn certificaat een opleiding (met desbetreffend examen) die betrekking heeft op de materies bedoeld in artikel 3 of 4.

De opleiding duurt vier uren voor het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van type I.

De opleiding duurt acht uren voor het bekwaamheidscertificaat inzake omstandige diagnose van type II.

Art. 7. Het certificeringscentrum erkend overeenkomstig artikel 30 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 verstrekt de opleiding bedoeld in artikel 6.

De artikelen 37 tot 40 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2009 zijn *mutatis mutandis* toepasselijk op de opleiding bedoeld in artikel 6.

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2015.

Namen, 2 april 2015.

P. FURLAN

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2015/31253]

23 AVRIL 2015. — Ordonnance portant assentiment à l'Accord de coopération du 27 février 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un comité de coordination et de facilitation pour l'octroi des autorisations pour des projets d'infrastructures énergétiques transeuropéennes, en exécution du règlement (UE) n° 347/2013

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 27 février 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un comité de coordination et de facilitation pour l'octroi des autorisations pour des projets d'infrastructures énergétiques transeuropéennes, en exécution du règlement (UE) n° 347/2013.

ACCORD DE COOPERATION

entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la création d'un comité de coordination et de facilitation pour l'octroi des autorisations pour des projets d'infrastructures énergétiques transeuropéennes, en exécution du Règlement (UE) n° 347/2013

Vu le Règlement (UE) n° 347/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 avril 2013 concernant des orientations pour les infrastructures énergétiques transeuropéennes, et abrogeant la décision n° 1364/2006/CE et modifiant les règlements (CE) n° 713/2009, (CE) n° 714/2009 et (CE) n° 715/2009;

Vu la Constitution, les articles 134, 135 et 136;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu la décision du Comité de concertation du 6 novembre 2013;

Considérant qu'il est souhaitable, en vue de la simplification et de l'accélération des procédures d'autorisations pour des projets énergétiques d'intérêt national et européen et conformément aux objectifs des dispositions du Règlement (UE) n° 347/2013, d'arriver à une meilleure coordination et à un meilleur échange d'informations entre les autorités octroyant des autorisations et à une harmonisation des procédures aux niveaux fédéral et régional;

Considérant que la mise en œuvre des dispositions reprises sous le chapitre III du Règlement (UE) n° 347/2013 concerne des matières relevant de la compétence aussi bien de l'Etat fédéral que des Régions;

Considérant dès lors que, pour faire face à ces défis, il est nécessaire que l'Etat fédéral et les Régions contractent un accord de coopération en vue de la création d'un comité de coordination et de facilitation pour l'octroi des autorisations pour les projets énergétiques;

Considérant que le schéma collaboratif repris à l'article 8, paragraphe 3, c) du règlement (UE) n° 347/2013 est le seul schéma compatible avec le cadre constitutionnel et institutionnel belge;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2015/31253]

23 APRIL 2015. — Ordonnantie houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van een vergunningscoördinerend en -faciliterend comité voor trans-Europese energie-infrastructuurprojecten, ter uitvoering van verordening (EU) nr. 347/2013

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, het geen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Instemming wordt betuigd met het Samenwerkingsakkoord van 27 februari 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van een vergunningscoördinerend en -faciliterend comité voor trans-Europese energie-infrastructuurprojecten, ter uitvoering van verordening (EU) nr. 347/2013.

SAMENWERKINGSAKKOORD

tussen de Federale Staat, het Vlaams Gewest, het Waals Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de oprichting van een vergunningscoördinerend en -faciliterend comité voor trans-Europese energie-infrastructuurprojecten, ter uitvoering van verordening (EU) nr. 347/2013

Gelet op de verordening (EU) nr. 347/2013 van het Europees Parlement en de Raad van 17 april 2013 betreffende richtsnoeren voor de trans-Europese energie-infrastructuur en tot intrekking van Beschikking nr. 1364/2006/EG en tot wijziging van de Verordeningen (EG) nr. 713/2009, (EG) nr. 714/2009 en (EG) nr. 715/2009;

Gelet op de Grondwet, de artikelen 134, 135 en 136;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op de beslissing van het Overlegcomité van 6 november 2013;

Overwegende dat het wenselijk is om, met het oog op het vereenvoudigen en versnellen van de vergunningsprocedures voor energieprojecten van nationaal en Europees belang en in overeenstemming met de doelstellingen van de bepalingen van de verordening (EU) nr. 347/2013, te komen tot een betere coördinatie en informatie-uitwisseling tussen de vergunningverlenende overheden en tot een stroomlijning van de procedures op federaal en gewestelijk niveau;

Overwegende dat de tenuitvoerlegging van de bepalingen onder hoofdstuk III van de verordening (EU) nr. 347/2013 betrekking heeft op aangelegenheden waarvoor zowel de Federale Staat als de gewesten bevoegd zijn;

Overwegende dat, om aan deze uitdagingen het hoofd te bieden, het derhalve nodig is dat de Federale Staat en de gewesten een samenwerkingsakkoord sluiten voor de oprichting van een vergunningscoördinerend en -faciliterend comité voor energieprojecten;

Overwegende dat de in artikel 8, lid 3, c) van de verordening (EU) nr. 347/2013 vermelde samenwerkingsregeling de enige voorgestelde regeling is die aansluit bij het Belgische constitutionele en institutionele kader;